

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 2 AVRIL 2024

PROCES VERBAL

L'an deux mille vingt-quatre, le mardi 2 avril à 20H30, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni, salle du conseil de la mairie de Maule, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Olivier LEPRETRE, 1^{er} adjoint pour le Maire empêché.

PRESENTS : M. LEPRETRE, Mme KARM, M. CAMARD, Mme BIGAY, M. SEGUIER, Mme QUINET, M. CHOLET, Mme CANUS, Mme RIVIERE, M. COURTOT, Mme URBAIN, Mme RAULT, M. GIBERT, M. FALCHETTO, Mme GUERET-MAGNE, Mme DEMBRI-COHEN, Mme READ

REPRESENTES :

- M. RICHARD par M. LEPRETRE
- Mme GUERITEAU par Mme BIGAY
- M. COLLIN par Mme URBAIN
- Mme MANTRAND par Mme QUINET
- Mme JANCEK par Mme KARM
- M. LECOT par M. COURTOT
- Mme MERVOYER par M. SEGUIER
- M. ALIOUANE par M. FALCHETTO

ABSENTS : M. LANGLOIS, M. SENNEUR, Mme ALLIX, M. DEVERS,

Le quorum étant atteint avec 17 élus présents sur 29, Olivier LEPRETRE déclare la séance ouverte.

I. Désignation du secrétaire de séance

Mélanie Rault se propose d'être la secrétaire de séance et est désignée à l'unanimité.

II. Adoption du procès-verbal du Conseil Municipal du 5 février 2024

Le procès-verbal du 5 février 2024 est adopté à l'unanimité.

Adopté

III. INFORMATIONS GENERALES

Appel réalisé par Caroline QUINET

Olivier LEPRETRE évoque les actualités de la ville :

- *Accident du travail – Monsieur Angel Leboucher agent technique est tombé de 3,5 mètres du toit terrasse de la crèche, allée de Carnoustie – il a eu une fracture du crâne mais les nouvelles sont bonnes.*
- *Lecture du communiqué d'Olivier LEPRETRE sur le fonctionnement de la CCGM et le vote du budget 2024 :*

Pour 18 conseillers communautaires au moins, représentant la moitié des habitants, notre intercommunalité ne fonctionne pas de manière satisfaisante : la concertation en est absente, les projets n'avancent guère tandis que les dépenses de fonctionnement suivent une croissance qui nous inquiète.

De 2021 à 2024, les charges à caractère général ont augmenté au bas mot de plus de 30%, les frais de personnels de plus de 57% sans aucun effet notable pour les habitants.

Depuis octobre 2022, un désaccord sur l'interprétation du FPIC et du FSRIFF existe entre la direction de la CCGM et la commune de Saint Nom La Bretèche. 18 mois plus tard, aucune réunion de concertation n'a été organisée. Ce désaccord a un effet majeur sur les finances de nos communes et sur nos habitants qui supportent maintenant 2 fois le FPIC. Nous ne pouvons accepter que les taxes dévolues au FPIC depuis 2015 soient employées à d'autres fins. Comme nos communes, la CCGM doit financer ses investissements avec ses propres taxes et dotations, en recherchant des subventions, en empruntant et avant tout en maîtrisant son fonctionnement.*

Un montant d'un million de fonds de concours est inscrit au budget. Alors qu'un premier projet de règlement existait au 8 novembre 2023, aucune action de finalisation n'a été mise en œuvre depuis et les réunions sur le sujet ont toutes été programmées fin avril 2024 soit après la présentation des budgets communaux et intercommunal. 6 mois ont ainsi été perdus alors que 2 ou 3 réunions auraient suffi pour éclaircir ce sujet primordial en matière de finances.

Le Centre de loisirs de Maule, que l'on préférera appeler le centre de loisirs de l'Ouest intercommunal car il accueille bien plus que des maulois, n'a fait l'objet d'aucun entretien majeur depuis son transfert à la compétence CCGM en 2014. Des crédits successifs ont été portés au budget des années précédentes sans être réalisés. Il est plus que temps de faire le nécessaire pour son entretien et entamer sa reconstruction dès 2024.

Pour ces raisons principales, les conseillers de Maule et Saint-Nom-la-Bretèche avaient voté « contre » le budget primitif le 13 décembre 2023. 3 mois et demi plus tard, aucune réunion de concertation et de résolution n'a été menée et le même budget est représenté à l'euro prêt. Nous ne pouvons avoir d'autre action que de ne pas l'approuver en votant « contre » de nouveau.

Nous ne souhaitons nullement entraver le fonctionnement de la CCGM mais ne pouvons pas non plus accepter de ne pas être entendus. Ce n'est ni Saint-Nom-La-Bretèche, ni Maule qui bloquent le fonctionnement de la CCGM, ce sont les mois de silence précédant ce jour.

Aline READ : Est-ce que ce serait intéressant de sortir de cette intercommunalité ?

Olivier LEPRETRE : C'est très compliqué, même s'il est vrai qu'il existe un clivage entre les petites communes et grandes communes. Le plus proche serait Cœur d'Yvelines mais ce n'est pas à l'ordre du jour. On est obligé d'être dans une intercommunalité.

Olivier LEPRETRE : voici les autres actualités de la ville :

- *Le chemin de Richemont est fermé temporairement par la ville de Mareil-sur-Mauldre. On dépend de la CCGM et du Département sur ces travaux. Les travaux commenceront en fin d'année.*

- *Job Win s'est bien passé avec 38 entreprises présentes et 285 visiteurs sur la journée, avec une forte proportion des jeunes.*
- *Côté ressources humaines : un policier municipal a été recruté, monsieur Frédéric LEDOUX. Il devrait commencer le 1^{er} juillet. Nous recherchons maintenant une personne pour le poste urbanisme / accueil.*
- *La mise en place de la biométrie avance, son déploiement est prévu mi-juin. Nous ferons ensuite des passeports et des cartes d'identité.*
- *Exposition ZAER en cours à l'accueil de l'Hôtel de ville. La loi APER, de mars 2013, demande aux communes d'identifier des zones pour les énergies renouvelables sur les territoires. Pour Maule, nous préconisons le photovoltaïque, la géothermie et éventuellement l'éolien. La loi préconise la mise en place d'une concertation sans enquête publique d'où l'exposition à l'accueil avec un cahier de remarques. Nous avons aussi fait 2 articles dans le Maule Contacts.*

IV. FINANCES

1. APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE COMMUNAL 2023

RAPPORTEUR : Olivier LEPRETRE

Le succès de l'expérimentation du compte financier unique (CFU) ouverte par l'article 242 de la loi de finances pour 2019 sur la période 2020-2023 entraîne la généralisation du CFU par l'article 205 de la loi de finances n°2023-1322 du 29 décembre 2023 pour 2024 au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026.

Un CFU doit être produit pour chacun des budgets de la collectivité soumis au régime M57. Ainsi, il est autant obligatoire pour le budget principal que pour l'ensemble des budgets annexes.

Le CFU se substitue au compte de gestion, côté comptable public, et au compte administratif, coté ordonnateur.

A compter de 2024, la commune de Maule met en place le compte financier unique, document unique partagé entre l'ordonnateur et le comptable.

Par la délibération n°2023-06-66 du 2 octobre 2023, le conseil municipal avait autorisé la candidature de la ville de Maule pour expérimenter le CFU sur les comptes 2023 pour le budget principal et les budgets annexes. Par la suite, une convention relative à l'expérimentation du CFU a été signée le 18 octobre 2023 entre la commune de Maule et l'Etat.

PROJET DE DELIBERATION

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article 205 de la loi de finances n°2023-1322 du 29 décembre 2023 pour l'année 2024 ;

VU la convention relative à l'expérimentation du compte financier unique signée entre la Ville et l'Etat le 18 octobre 2023 ;

VU l'avis favorable rendu par la Commission Finances – Affaires Générales le 18 mars 2024 ;

VU le rapport de présentation du Compte Financier Unique communal pour l'année 2023 ;

VU le Compte Financier Unique communal 2023 ;

CONSIDERANT que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

CONSIDERANT que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

CONSIDERANT les éléments susvisés ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, Olivier LEPRETRE, Premier Adjoint pour le Maire empêché, n'ayant pas pris part au vote,

1/ **APPROUVE** le Compte Financier Unique communal 2023

2/ **ARRETE** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessous (Etat I-B2 du CFU)

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES		I	
PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE		B1	

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N						
		Investissement		Fonctionnement		Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A.	3 822 983,45	7 391 460,00		11 214 443,45
	Recettes réalisées (1)	B.	2 308 229,56	7 330 415,15		9 638 644,71
	Restes à réaliser	C.	1 65 338,80	0,00		165 338,80
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D.	3 903 107,93	7 763 659,19		11 666 767,12
	Dépenses réalisées (1)	E.	2 443 334,93	8 655 433,31		9 098 738,24
	Restes à réaliser	F.	540 010,89	0,00		540 010,89
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	-135 105,37	875 011,84		539 906,47
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H.	80 124,48	372 199,19		452 323,67
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-54 980,89	1 047 211,03		992 230,14
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	-374 671,89	0,00		-374 671,89
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-429 652,78	1 047 211,03		617 558,25

Olivier LEPRETRE explique les résultats 2023 en commentant le power point diffusé.

Malgré les contraintes pesantes du contexte de la hausse de l'inflation (+4,9%), Maule continue d'investir pour le bien vivre et l'avenir des Maulois. La commune continue de maîtriser ses dépenses de fonctionnement, et ce malgré le contexte inflationniste :

- Les dépenses réelles de fonctionnement sont en hausse de + 11,5%, en raison de l'inflation et de la flambée des prix de l'énergie, mais surtout de la prise en charge de la part communale du FPIC.
- Les recettes réelles de fonctionnement apparaissent en hausse de + 2,7%. Cette augmentation correspond à la hausse des bases fiscales de +7,1% en 2023, mais diminuée de la baisse des droits de mutation de -46%.
- L'épargne de gestion s'élève à 1 M€ qui est au niveau de l'objectif minimum fixé en 2016 à 1 M€
- Le taux de réalisation des investissements est de 52%. 2023 a été une année d'études sur les projets du mandat dont les travaux débiteront en 2024.
- Un programme d'investissement de 266 €/habitant, en ligne avec la moyenne yvelinoise de la strate à moyenner avec 2024 pour tenir compte du report des travaux.

- *L'endettement communal toujours raisonnable et maîtrisé au 31 décembre 2023 s'élève à 3 140 K€, (soit 523 €/habitant bien inférieur à la moyenne des communes de la strate de 5 000 à 7 500 habitants, en Yvelines comme en France : -32,9% par rapport à la moyenne nationale), permettant ainsi de s'endetter de nouveau en 2024, 2025 et 2026 afin de financer les grands projets du mandat.*
- *Notre capacité de désendettement est bonne (2,8 ans en long terme et 3,1 en dette globale).*

Adopté à l'unanimité

2. BUDGET COMMUNAL – AFFECTATION DES RESULTATS DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2023

RAPPORTEUR : Olivier LEPRETRE

Le Compte Financier Unique de l'année 2023 étant approuvé, il convient de procéder à l'affectation des résultats de 2023 au budget primitif 2024.

Le budget 2023 dégage un excédent de fonctionnement de 1 047 211,03 € (1 116 376,92 € en 2022). Compte tenu des résultats de fonctionnement en 2023 et des besoins de financement de l'investissement et la nécessité de couvrir le déficit d'investissement 2023, il est proposé d'affecter 335 000,00 € à la section de fonctionnement et 712 211,03 € à la section d'investissement.

PROJET DE DELIBERATION

VU la loi d'orientation N°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'avis favorable rendu par la Commission Finances – Affaires Générales le 18 mars 2024 ;

APRES avoir adopté le Compte Financier Unique de l'année 2023 ;

STATUANT sur l'affectation des résultats de la section de fonctionnement du budget communal 2023 ;

ENTENDU l'exposé de Olivier LEPRETRE, Premier Adjoint pour le Maire empêché ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

1°) **PREND ACTE** des résultats du budget communal 2023 suivants :

a/ Excédent de fonctionnement 2023 :	1 047 211,03 €
b/ Déficit d'investissement 2023 :	54 980,89 €
c/ Solde négatif des restes à réaliser 2023 (recettes – dépenses) :	374 671,89 €
d/ Affectation minimum à l'investissement (part obligatoire) :	54 980,89 €

e/ Affectation complémentaire à l'investissement (part facultative) : 657 230,14 €

2°) **DECIDE** de procéder à l'affectation suivante des résultats de la section de fonctionnement du budget communal 2023 :

- affectation à l'investissement (recette d'investissement article 1068) (d+e) : 712 211,03 €
- report en fonctionnement (recette de fonctionnement chapitre 002) (a-(d+e)) : 335 000,00 €

Adopté à l'unanimité

3- ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF COMMUNAL POUR 2024

RAPPORTEUR : Olivier LEPRETRE

Après la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires le 5 février dernier, il appartient au Conseil Municipal de procéder à l'adoption du budget primitif 2024.

Une note de synthèse spécifique au BP 2024 est jointe à la présente note.

Un diaporama sera présenté en séance.

Le projet de budget primitif 2024, dans sa présentation réglementaire (maquette selon la nomenclature comptable M57), est disponible pour consultation au service financier de la mairie.

PROJET DE DELIBERATION

VU la loi d'orientation N°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

VU la délibération du Conseil Municipal N°2024-02-01 du 5 février 2024 attestant de la tenue d'un Débat sur les Orientations Budgétaires pour 2024 ;

VU la délibération du Conseil Municipal de ce jour, décidant de l'affectation des résultats de 2023 au budget 2024, après adoption du compte financier unique 2023 ;

VU l'avis favorable rendu par la Commission Finances – Affaires Générales le 18 mars 2024 ;

CONSIDERANT qu'il convient d'adopter le budget primitif communal pour 2024 ;

ENTENDU l'exposé d'Olivier LEPRETRE, Premier Adjoint pour le Maire empêché ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

1/ **ADOpte** par nature et chapitre le budget primitif communal 2024 suivant :

1. SECTION DE FONCTIONNEMENT

1.1 DEPENSES

- Chapitre 011 – Charges à caractère général	1 934 375,00 €
- Chapitre 012 – Charges de personnel et frais assimilés	3 333 895,00 €
- Chapitre 014 – Atténuation de produits	703 376,00 €
- Chapitre 023 – Virement à la section d'investissement	911 760,00 €
- Chapitre 042 – Opérations d'ordre de transferts entre sections	300 000,00 €
- Chapitre 65 – Autres charges de gestion courante	590 344,00 €
- Chapitre 66 – Charges financières.....	80 900,00 €
- Chapitre 67 – Charges exceptionnelles	500,00 €
- Chapitre 68 – Dotations aux provisions (semi-budgétaires)	1 000,00 €

TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 7 856 150,00 €

1.2 RECETTES

- Chapitre 013 – Atténuation de charges	40 000,00 €
- Chapitre 042 – Opérations d'ordre de transferts entre sections	8 773,00 €
- Chapitre 70 – Produits des services et du domaine	803 047,00 €
- Chapitre 73 – Impôts et taxes	2 833,00 €
- Chapitre 731 – Impositions directes	5 766 972,00 €
- Chapitre 74 – Dotations, subventions et participations	690 370,00 €
- Chapitre 75 – Autres produits de gestion courante	209 150,00 €
- Chapitre 76 – Produits financiers	5,00 €
- Chapitre 77 – Produits exceptionnels.....	0,00 €
- Chapitre 002 – Excédent de résultat reporté	335 000,00 €

TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT 7 856 150,00 €

2. SECTION D'INVESTISSEMENT

2.1 DEPENSES

-Chapitre 001 – Déficit d'investissement reporté	54 980,89 €
- Chapitre 040 – Opérations d'ordre de transferts entre sections	8 773,00 €
- Chapitre 041 – Opérations patrimoniales	85 720,00 €
- Chapitre 16 – Emprunts et dettes assimilées	710 000,00 €
- Chapitres 20 – Immobilisation incorporelles	442 483,44 €
- Chapitres 21 – Immobilisation corporelles	2 464 898,27 €
- Chapitres 23 – Immobilisation en cours.....	2 607 018,18 €
- Chapitre 27 – Autres immobilisations financières	0,00 €
- Chapitre 45 – Comptabilité distincte rattachée	482,40 €

TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT 6 374 356,18 €

2.2 RECETTES

- Chapitre 021 – Virement de la section de fonctionnement	911 760,00 €
- Chapitre 040 – Opérations d'ordre de transferts entre sections	300 000,00 €
- Chapitre 041 – Opérations patrimoniales	85 720,00 €
- Chapitre 10 – Dotations, fonds divers	1 012 211,03 €
- Chapitre 13 – Subventions d'investissement.....	1 895 679,80 €
- Chapitre 16 – Emprunts et dettes assimilées	2 122 985,35 €
- Chapitre 27 – Autres immobilisations financières	46 000,00 €
- Chapitre 45 – Comptabilité distincte rattachée	0,00 €
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	6 374 356,18 €

-AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% des dépenses et des recettes réelles de chaque section.

Olivier LEPRETRE détaille le budget 2024

- Les dépenses réelles de fonctionnement sont en baisse de -0,9% par rapport au BP 2023 en raison essentiellement de la baisse des coûts d'énergie annoncée pour les collectivités, l'ajustement de la subvention au CCAS et des charges de personnel contraintes.
- Les recettes réelles de fonctionnement sont en hausse de +1,8% en raison de l'impact en année pleine de l'augmentation des tarifs famille et de l'augmentation des bases de TF de +3,9%
- La prévision de nombreux investissements pour les équipements de Maule :
 - Reconstruction de l'accueil périscolaire Charcot.
 - Rénovation de l'éclairage public.
 - Rénovation et l'extension de la vidéosurveillance.
 - Création du parking de la maison du développement durable.
 - Extension du parc Fourmont.
 - Destruction de la maison Fontaine – en attente de la DTT pour avoir l'accord du pont et voir s'il y a des zones humides dans la propriété. Attente de voir la conformité au PPRI très contraignant.
 - Travaux d'entretien de voirie.
- Nous décaisserons cette année un emprunt de 2 M€ à long terme pour financer notre dynamique volontariste d'investissements.
- Notre capacité de désendettement long terme augmente mais reste bonne à 5,1 ans.

Olivier LEPRETRE : lorsqu'on analyse de l'épargne brute, on constate une hausse du nombre d'années de désendettement. L'effet ciseau est de plus en plus présent. Nous avons très peu de marge de manœuvre et encore moins avec la suppression de la taxe d'habitation.

William FALCHETTO revient sur la question du parking du centre-ville : je suis favorable au projet de parking pour la revitalisation du commerce mais le coût du pont n'est-il pas trop élevé ? Avons-nous choisi le bon projet ? Pour 80 places, nous sommes en train de dépenser énormément d'argent. Je pense qu'il y a peut-être d'autres possibilités non explorées. L'idée est bonne mais aujourd'hui vu les contraintes, il faudrait y réfléchir.

Aline READ : je suis tout à fait d'accord. On a vu d'autres possibilités en commission urbanisme.

Hervé CAMARD : Oui mais pas de façon immédiate. En commission urbanisme, nous avons imaginé des projets à 5 ou 10 ans. Lors de l'achat, nous savions que nous aurions besoin d'autorisation pour le pont mais si ce n'est pas possible, il faudra envisager un passage par la rue de Flaville.

Olivier LEPRETRE : ce projet paraissait évident au départ mais il faudra peut-être se réinterroger en fonction des contraintes qui se présentent à nous.

Caroline QUINET : je tempérerai un petit peu les réflexions, oui c'est cher, mais on n'a pas d'autre endroit où faire le parking et c'est important pour le commerce. Il est évident qu'on ira toujours vers la solution la plus économique possible mais si on doit dépenser de l'argent, il faut aussi voir ce qu'on apportera aux commerçants.

William FALCHETTO : oui on est tous d'accord sur l'importance pour le commerce mais est-ce le bon endroit et le bon projet vu le coût ?

Aline READ : il y avait l'idée de penser Maule plus globalement, avec un projet d'ensemble même s'il faut attendre.

Adopté à l'unanimité

4. FIXATION DU TAUX D'IMPOSITION DES TAXES FONCIERES POUR 2024

RAPPORTEUR : Olivier LEPRETRE

Il convient de fixer le taux des taxes directes locales pour 2024, Taxe d'Habitation sur les résidences secondaires (THRS), Taxe sur le Foncier (TF) et Taxe sur le Foncier Non Bâti (TFNB). Ces taxes ont produit en 2023 respectivement THRS : 111 K€, TF : 3 267 K€ et TFNB : 79 K€.

Pour compenser la suppression de la TH sur les résidences principales, les communes se sont vues transférer par l'Etat depuis 2021, le montant de la part de TF départementale. Chaque commune se voit donc transférer le taux départemental de TF (11,58%) qui est venu s'ajouter au taux communal depuis 2021.

A compter de 2023, les communes ont retrouvé leur pouvoir de vote du taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) qui était jusqu'à 2022 figé au taux de 2019. Elle représente en 2023, 111K€ pour 49 résidences secondaires.

Désormais, ce taux porte sur :

- les résidences secondaires
- les locaux meublés non affectés à l'habitation principale
- les logements vacants depuis plus de deux ans sur délibération

En 2024, le Conseil Municipal devra donc mentionner dans sa délibération les deux taux de taxe foncière (propriétés bâties et non bâties) mais également le taux de TH sur les résidences secondaires.

Si la commune souhaite augmenter son taux de TH sur les résidences secondaires, elle devra également augmenter son taux de TF (TFB ou TFB+TFNB).

Pour 2024, il est proposé de ne pas modifier les taux en vigueur (+0%). Néanmoins, il convient d'indiquer au contribuable une augmentation des bases de la part de l'Etat de 3,9%.

Ainsi, il convient de fixer les taux suivants :

- Taxe sur le foncier bâti 2024 : 32,18%.

- Taxe sur le foncier sur les propriétés non bâties : 80,38%
- Taxe d'habitation résidences secondaires : 19,58%.

PROJET DE DELIBERATION

VU la loi d'orientation N°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi N°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 ;

VU l'avis favorable rendu par la Commission Finances – Affaires Générales le 18 mars 2024 ;

CONSIDERANT qu'il convient de fixer les taux d'imposition pour 2024 de la taxe foncière sur les propriétés bâties, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties ainsi que la taxe d'habitation des résidences secondaires ;

ENTENDU l'exposé de Olivier LEPRETRE, Premier Adjoint pour le Maire empêché ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré ;

1°) **FIXE** comme suit les taux d'imposition pour 2024 des taxes suivantes :

- Taxe foncière sur les propriétés bâties : 32,18%
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties : 80,38%
- Taxe d'habitation résidences secondaires : 19,58%.

2°) **DIT** que le produit attendu de ces taxes est inscrit à l'article 73111 du budget communal 2024.

Olivier LEPRETRE : les bases de l'Etat augmentent de 3,9% ce qui aura un effet mécanique de d'augmentation nous ne souhaitons pas augmenter les impôts coté commune et c'est un véritable effort de la ville dans le contexte budgétaire actuel.

Adopté à l'unanimité

5. CONSTRUCTION DE L'ACCUEIL PERISCOLAIRE EN STRUCTURE MODULAIRE

RAPPORTEUR : Olivier LEPRETRE

Les dépenses et recettes concernant les travaux de construction de l'accueil périscolaire en structure modulaire s'étalant sur plusieurs années, il est nécessaire à chaque budget d'adopter une autorisation de programme pluriannuelle sur cette opération. Ceci permet d'éviter l'obligation de prévoir la totalité des crédits sur un seul exercice budgétaire avec en fin d'année des restes à réaliser très importants.

En effet, dans ce dispositif :

- l'autorisation de programme constitue la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées (signature des marchés) pour le financement de l'opération concernée ; elle est pluriannuelle.
- le crédit de paiement constitue la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées, c'est-à-dire payées, et des recettes encaissées, pour chaque exercice budgétaire ; il est annuel.

L'adoption d'une autorisation de programme permet à l'ordonnateur d'engager la dépense correspondante, même si la totalité des crédits de paiement n'a pas été inscrite au budget correspondant.

PROJET DE DELIBERATION

VU la loi d'orientation N°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en ses articles L2311-3 et R2311-9 ;

VU la délibération n°2023-12-90 du 11 décembre 2023 portant adoption d'une autorisation de programme et de crédits de paiement pour la construction de l'accueil périscolaire en structure modulaire ;

VU l'avis favorable rendu par la Commission Finances – Affaires Générales réunie le 18 mars 2024 ;

CONSIDERANT qu'il convient d'adopter une autorisation de programme relative à la réalisation d'un accueil périscolaire en structure modulaire ;

ENTENDU l'exposé de Monsieur Olivier LEPRETRE, Premier Adjoint pour le Maire empêché ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

1/ **DECIDE** de modifier comme suit l'autorisation de programme relative à l'opération de construction de l'accueil périscolaire en structure modulaire N°2023-001, selon les conditions ci-dessous :

**- Autorisation de programme N°2023-001 :
Construction de l'accueil périscolaire en structure modulaire**

Autorisation de programme pluriannuelle	2023 - 2024	
Dépense :	1 190 848 € TTC	
Recette :	486 654 €	
Crédits de paiement annuels	2023	2024
Dépense :	30 848 €	1 160 000 €
Recette :	0 €	486 654 €

2/ **PRECISE** que l'autorisation de programme constitue la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour l'opération

3/ **PRECISE** que le crédit de paiement constitue la limite supérieure de la dépense pouvant être mandatée pour chaque exercice budgétaire mentionné

4/ **PRECISE** que toute modification de l'autorisation de programme ou des crédits de paiement devra être soumise à approbation du Conseil Municipal

Adopté à l'unanimité

6. CONSTRUCTION D'UN PARKING AVEC UN OUVRAGE D'ART

RAPPORTEUR : Olivier LEPRETRE

Les dépenses et recettes concernant les travaux de construction d'un parking en ouvrage d'art s'étalant sur plusieurs années, il est nécessaire à chaque budget d'adopter une autorisation de programme pluriannuelle sur cette opération. Ceci permet d'éviter l'obligation de prévoir la totalité des crédits sur un seul exercice budgétaire avec en fin d'année des restes à réaliser très importants.

L'adoption d'une autorisation de programme permet à l'ordonnateur d'engager la dépense correspondante, même si la totalité des crédits de paiement n'a pas été inscrite au budget correspondant.

PROJET DE DELIBERATION

VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

VU la loi d'orientation N°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en ses articles L2311-3 et R2311-9 ;

VU l'avis favorable rendu par la Commission Finances – Affaires Générales réunie le 18 mars 2024 ;

CONSIDERANT qu'il convient d'adopter une autorisation de programme relative à la construction avec un ouvrage d'art ;

ENTENDU l'exposé de Monsieur Olivier LEPRETRE, Premier Adjoint pour le Maire empêché ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

1/ **DECIDE** une autorisation de programme relative à l'opération de construction d'un parking avec un ouvrage d'art n°2024-001, selon les conditions ci-dessous :

- Autorisation de programme N°2024-001 :

Construction d'un parking avec un ouvrage d'art

Autorisation de programme pluriannuelle	2024 - 2025	
Dépense :	1 764 000 TTC	
Recette :	764 060 €	
Crédits de paiement annuels	2024	2025
Dépense :	136 000 €	1 628 000 €
Recette :	172 812 €	591 248 €

2/ **PRECISE** que l'autorisation de programme constitue la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour l'opération

3/ **PRECISE** que le crédit de paiement constitue la limite supérieure de la dépense pouvant être mandatée pour chaque exercice budgétaire mentionné

4/ **PRECISE** que toute modification de l'autorisation de programme ou des crédits de paiement devra être soumise à approbation du Conseil Municipal

Adopté à la majorité (2 votes contre Aline Read – Elise Guéret-Magne – 25 votes pour)

7. ACTUALISATION DES TARIFS DE LA CANTINE POUR 2024

RAPPORTEUR : Olivier LEPRETRE

Il est proposé d'actualiser les tarifs de l'accueil périscolaire à partir du 1^{er} septembre 2024, pour tenir compte de l'évolution du coût du service et de l'inflation de 4,9% pour 2023 et de la prévision actuelle de 2,6% pour 2024.

A ce jour, le coût d'un repas pour la ville se situe autour de 7 euros incluant les charges de personnel, le coût des matières premières et de l'énergie. Le reste à charge pour les familles va de 43% pour les tranches A (4,48 euros à leur charge) à 79% pour les tranches F (5,54 euros à leur charge).

Ainsi nous proposons une actualisation raisonnable d'environ 4% (arrondis au centime inférieur ou supérieur).

TRANCHE	QF	Tarifs 2023	Propositions 2024
QF≤350	A	4,48	4,66
351≤QF≤510	B	4,75	4,94
511≤QF≤745	C	4,89	5,09
746≤QF≤975	D	5,08	5,28
976≤QF≤1350	E	5,26	5,47
1351≤QF	F	5,54	5,76
Adultes		6,00	6,24

PROJET DE DELIBERATION

VU la loi d'orientation N°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'avis favorable rendu par la Commission Finances – Affaires Générales le 18 mars 2024 ;

CONSIDERANT qu'il convient de fixer les tarifs de la cantine à compter du 1^{er} septembre 2024 ;

ENTENDU l'exposé d'Olivier LEPRETRE, Premier Adjoint pour le Maire empêché ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré.

- **FIXE** comme suit les tarifs de la cantine à compter du 1^{er} septembre 2024 :

TRANCHES	QF	Propositions 2024
QF≤350	A	4,66
351≤QF≤510	B	4,94
511≤QF≤745	C	5,09
746≤QF≤975	D	5,28
976≤QF≤1350	E	5,47
1351≤QF	F	5,76
Adultes		6,24

Mélanie RAULT : Je souhaite rappeler que les deux fédérations de parents d'élèves avaient demandé de créer un tarif un peu plus bas que le premier tarif qui était à 4,48 euros il y a 18 mois. Les parents d'élèves demandent également pourquoi la part du bio dans les repas a diminué ? Donc on augmente les tarifs et en plus on enlève le bio.

Olivier LEPRETRE : La modification des tranches est un exercice difficile car il s'agit d'éviter de pénaliser certains au profit d'autres. En ce qui concerne le bio nous sommes allés visiter les cantines avec Mélanie Rault et avons appris à cette occasion que le bio diminuait au profit du congelé pour une question de coût, Elior augmente ses prix, notamment à cause du coût de l'énergie et de l'inflation. Nous allons mener une réflexion sur le sujet dans la perspective du renouvellement du marché. Nous commençons également à réfléchir à une refonte du règlement du périscolaire, pour assouplir les modalités de réservation.

William FALCHETTO : J'aimerais vous interroger sur les adjoints. Qui s'occupe actuellement des affaires scolaires ? Et qui s'occupe de l'urbanisme et des travaux ?

Olivier LEPRETRE : Le maire n'est pas tenu de déléguer ses fonctions, Hervé CAMARD a accepté de continuer ses fonctions. Il travaille sur la partie urbanisme et Denis COURTOT s'occupe des grands projets structurants. Ils assurent ces fonctions sans nomination officielle ni indemnité. Sur les affaires scolaires, je m'en occupe en direct. J'ai déjà rencontré les directeurs d'école, je suis allé au conseil d'école et avec Mélanie RAULT, je suis allé visiter les cantines. On suit avec attention Julie et Julien, les agents qui en ont la charge au quotidien.

Aline READ : S'il y a un accident dans les cantines, un empoisonnement, qui est responsable ?

Olivier LEPRETRE : Il y a une chaîne hiérarchique qui porte avant tout sur le prestataire, nous avons pu vérifier qu'il y avait une traçabilité précise, après on remonte souvent sur le maire qui doit tout assumer..

Adopté à l'unanimité

8. ACTUALISATION DES TARIFS DE L'ACCUEIL PERISCOLAIRE POUR 2024

RAPPORTEUR : Olivier LEPRETRE

Il est proposé d'actualiser les tarifs de l'accueil périscolaire à partir du 1^{er} septembre 2024, pour tenir compte de l'évolution du coût du service et de l'inflation de 4,9% pour 2023 et de la prévision actuelle de 2,6% pour 2024. La hausse de 5 points d'indice au 1^{er} janvier 2024 engendre une augmentation de la masse salariale.

Ainsi nous proposons une actualisation raisonnable de 4% (4% arrondis au centime inférieur ou supérieur).

Pour information tarifs 2023 et propositions 2024 :

TRANCHE	QF	2023 matin	2023 soir	Propositions 2024 matin	Propositions 2024 soir
QF≤350	A	0,59	1,85	0,61	1,92
351≤QF≤510	B	0,75	2,25	0,78	2,34
511≤QF≤745	C	1,12	2,76	1,16	2,87
746≤QF≤975	D	1,68	3,68	1,75	3,83
976≤QF≤1350	E	2,50	4,50	2,60	4,68
1351≤QF	F	2,80	4,67	2,91	4,86

PROJET DE DELIBERATION

VU la loi d'orientation N°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'avis favorable rendu par la Commission Finances – Affaires Générales le 18 mars 2024 ;

CONSIDERANT qu'il convient de fixer les tarifs de l'accueil périscolaire communal à compter du 1^{er} septembre 2024 ;

ENTENDU l'exposé d'Olivier LEPRETRE, Premier Adjoint pour le Maire empêché ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré ;

- **FIXE** comme suit les tarifs de l'accueil périscolaire à compter du 1^{er} septembre 2024 :

TRANCHE	QF	Propositions 2024 matin	Propositions 2024 soir
QF≤350	A	0,61	1,92
351≤QF≤510	B	0,78	2,34
511≤QF≤745	C	1,16	2,87
746≤QF≤975	D	1,75	3,83
976≤QF≤1350	E	2,60	4,68
1351≤QF	F	2,91	4,86

Adopté à l'unanimité

9. ACTUALISATION DES TARIFS DE PLANETE JEUNES POUR 2024

RAPPORTEUR : Olivier LEPRETRE

Il est proposé d'actualiser les tarifs de la structure « Planète Jeunes » à partir du 1^{er} septembre 2024, pour tenir compte de l'évolution du coût du service et de l'inflation de 4,9% pour 2023 et de la prévision actuelle de 2,6% pour 2024. La hausse de 5 points d'indice au 1^{er} janvier 2024 engendre une augmentation de la masse salariale.

Ainsi nous proposons une actualisation raisonnable d'environ 4% (4% arrondis au centime inférieur ou supérieur) et un maintien de l'adhésion annuelle à 15€.

Tarifs des accueils :

	2023			2024		
	Journée			Journée		
QUOTIENTS	½ journée Mercredis et samedis	Vacances scolaires (repas inclus) ou forfait semaine*	Soirée sur place	½ journée Mercredis et samedis	Vacances scolaires (repas inclus) ou forfait semaine*	Soirée sur place
A	4,63 €	10,31 €	2,92 €	4,82 €	10,72 €	3,04 €
B	5,79 €	12,24 €	3,48 €	6,02 €	12,73 €	3,62 €
C	6,34 €	13,18 €	4,02 €	6,59 €	13,71 €	4,18 €
D	6,95 €	14,33 €	4,63 €	7,23 €	14,90 €	4,82 €
E	7,50 €	15,44 €	5,24 €	7,80 €	16,06 €	5,45 €
F	8,11 €	16,43 €	5,79 €	8,43 €	17,09 €	6,02 €

PROJET DE DELIBERATION

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'avis favorable rendu par la Commission Finances – Affaires Générales le 18 mars 2024 ;

CONSIDERANT que Planète Jeunes propose un certain nombre d'activités et d'animations régulières à destination des jeunes,

CONSIDERANT qu'il convient d'actualiser les tarifs de Planète Jeunes à compter du 1^{er} septembre 2024 ;

ENTENDU l'exposé d'Olivier LEPRETRE, Premier Adjoint pour le Maire empêché ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

1/ **FIXE** les tarifs de **l'adhésion annuelle** aux activités régulières de Planète Jeunes de Maule à **15 € par personne pour l'année scolaire** en cours.

2/ **FIXE** les tarifs des **accueils** :

	2024		
	Journée		
QUOTIENTS	½ journée Mercredis et samedis	Vacances scolaires (repas inclus) ou forfait semaine*	Soirée sur place
A	4,82 €	10,72 €	3,04 €
B	6,02 €	12,73 €	3,62 €
C	6,59 €	13,71 €	4,18 €
D	7,23 €	14,90 €	4,82 €
E	7,80 €	16,06 €	5,45 €
F	8,43 €	17,09 €	6,02 €

*Forfait semaine : une réduction est appliquée pour les personnes qui réservent une semaine complète (une journée gratuite).

3/ **FIXE** le pourcentage de prise en charge par les familles pour les **sorties** dont le coût est supérieur à 10€ à

QUOTIENTS	POURCENTAGES
A	15%
B	20%
C	25%
D	30%

E	35%
F	40%

4/ **FIXE** le pourcentage de prise en charge par les familles pour les **séjours** de Planète Jeunes comme suit :

QUOTIENTS	POURCENTAGE
A	30%
B	40%
C	50%
D	60%
E	75%
F	90%

Etant entendu que le calcul du coût du séjour comprend le tarif de l'activité (transports, hébergement, activités) additionné de 100% du coût de l'encadrement.

5/ **DIT** que ces tarifs sont applicables à partir du 1^{er} septembre 2024.

Adopté à l'unanimité

10. DEMANDE DE SUBVENTIONS AUPRES DE L'ETAT -DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX

RAPPORTEUR : Olivier LEPRETRE

La commune peut prétendre à une demande de subventions auprès de l'Etat pour certaines catégories d'opérations prioritaires d'investissements telles que les nouvelles technologies.

La ville de Maule est donc fondée à solliciter une subvention auprès de la Préfecture des Yvelines, au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux – exercice 2024.

Pour 2024, il est proposé de solliciter une subvention pour l'opération suivante :

1. Equipement des classes des écoles maternelles et élémentaires en Tableaux Numériques Interactifs et en matériel informatique : estimation 16 661 € HT.

La subvention susceptible d'être obtenue s'élève à 30% de la dépense HT, soit 4998 € de subvention.

PROJET DE DELIBERATION

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 06 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi N° 82-213 du 02 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la circulaire du Préfet des Yvelines en date du 1^{er} mars 2024 relative aux modalités d'attribution de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux – programmation 2024 ;

VU l'avis favorable de la Commission Finances – Affaires Générales réunie le 18 mars 2024 ;

CONSIDERANT que la Commune de Maule souhaite obtenir une subvention pour l'opération suivante :

1. Équipement des classes des écoles maternelles et élémentaires en Tableaux Numériques Interactifs en matériel informatique (estimation 16 661 € HT)

CONSIDERANT que la Commune de Maule est éligible à l'attribution de subventions au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux – programmation 2024, de 4998 € soit 30% du montant des travaux H.TVA pour la catégorie prioritaire :

- 1- Nouvelles technologies

ENTENDU l'exposé d'Olivier LEPRETRE, Premier Adjoint pour le Maire empêché ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

-1/ AUTORISE Olivier LEPRETRE, 1^{er} adjoint pour le maire empêché, à procéder à la demande de subvention de 30 % au titre de la D.E.T.R sur un montant de 16 661 € HT

-2/ AUTORISE Olivier LEPRETRE, 1^{er} adjoint pour le maire empêché, à signer toutes pièces nécessaires à l'application de cette délibération

Adopté à l'unanimité

11. SUBVENTIONS COMMUNALES VERSEES AUX ASSOCIATIONS POUR L'ANNEE 2024

RAPPORTEUR : Olivier LEPRETRE

Il convient de procéder à l'adoption des subventions versées par la Commune aux associations de divers secteurs.

La liste des subventions figure ci-dessous dans le projet de délibération. Par ailleurs un tableau séparé est joint au dossier avec comparaison des années 2022 et 2023, et le montant attribué en 2024.

Le vote des subventions aux associations dont le président siège au Conseil Municipal, est proposé ci-après dans des délibérations distinctes. Il sera demandé au président de l'association de se retirer au moment du vote.

Par ailleurs, les subventions supérieures à 23 000 € doivent donner lieu à signature d'une convention avec l'association concernée. Une délibération distincte sera prise en ce sens.

Le tableau des subventions aux associations est fourni en annexe. Ces subventions ont été examinées au plus juste des besoins des associations concernées en fonction de leurs résultats et de leurs projets.

PROJET DE DELIBERATION

VU la loi d’orientation N°92-125 du 6 février 1992 relative à l’Administration Territoriale de la République ;

VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la consultation du Comité Vie Associative en date du 26 février 2024 ;

VU l’avis favorable rendu par la Commission Finances – Affaires Générales le 18 mars 2024 ;

CONSIDERANT la richesse de la vie associative mauloise, qui est un véritable atout pour la commune ;

ENTENDU l’exposé de Olivier LEPRETRE, Premier Adjoint pour le Maire empêché ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré ;

1°) **DECIDE** d’attribuer pour 2024 les subventions suivant le tableau ci-joint :

Associations	Subventions 2024	Commentaires
AIPEC	400€	
ACTIONS POUR LE SAVOIR	10 500€	
ANCIENS ELEVES	900€	
COOP CHARCOT PRIM	26 000€	
COOP COTY PRIM	13 645€	
LEPA DU BUAT	1 200€	
FCPE CONSEIL LOCAL	600€	
COOP MAT COTY	3 400€	
FSE COLLEGE DE LA MAULDRE	500€	
ACIME	3 000€	
BEAUX ARTS	1 000€	
LES 3 COUPS	600€	
COMITE JUMELAGE	2 100€	
MASCARILLES	600€	
PHOTO VIDEO CLUB	900€	
ROND POINT MAULOIS	400€	
BATUK’MELE	900€	
NETBLITZ	300€	
AIKIDO	400€	
ASS SPORTIVE MAULOISE	800€	
BASKET	7 600€	
CYCLISME	5 100€	
DANSE ARTISTIQUE ET SPORTIVE	500€	
FOOTBALL	18 000€	
GYM VOLONTAIRE RANDONNEE	950€	
GYM AUX AGRES	1 000€	

VILLE DE MAULE

HANDBALL	2 900€	
JUDO	7 500€	
MAULE BLACKS	2 000€	
TENNIS	4 000€	
TENNIS DE TABLE	1 650€	
YOGA	190€	
COMITE CYCLISTE 78	500€	
ASS SPORTIVE COLLEGE DE LA MAULDRE	300€	
MAULOISE DE PETANQUE	150€	
UNAFAM	250€	
CROIX ROUGE	6 200€	
APEI ALTIA / HESTIA	1 000€	
ADAMY	100€	
RESTAU DU CŒUR	500€	
SCOUTS et Guides DE France	200€	
LES LUTINS DE LA VALLEE DE LA MAULDRE	200€	
LES P'TITS PETONS	8 800€	
RIBAMBELLE	350€	
GARDON AULNAYSIEN MAULOIS	300€	
UNC	1 800€	
AMICALE DES COMMERCANTS	1 000€	A provisionner
MUSICALE MAULOIE	41 000€	Dont 3 000€ de subvention exceptionnelle sous condition qu'un intervenant vienne dans les écoles
AMICALE DES GENDARMES	150€	
TOTAL	182 335€	

DIT que la dépense est inscrite au budget primitif 2024 adopté ce jour et s'impute au chapitre 65, article 65748 ;

ETABLIT comme suit les modalités de versement de ces subventions :

Les subventions inférieures ou égales à 1 000 € feront l'objet d'un seul versement courant 2024.

Les subventions supérieures à 1 000 € seront versées en deux fois par moitié, l'une en juin et l'autre en novembre 2024, à l'exception de :

- Coopérative primaire Charcot : un ou plusieurs versements en fonction des besoins de l'association.
- Coopérative primaire Coty : un ou plusieurs versements en fonction des besoins de l'association.
- Coopérative maternelle Coty : un seul versement en mai 2024.
- Halte-garderie Les Pitchouns : deux à trois versements annuels en fonction des besoins de l'association.
- Les P'tits Petons : selon convention.
- La Musicale Mauloise : deux à trois versements en fonction des besoins courant 2024.

4°) **PRECISE** que ces modalités de versement de subvention pourraient être modifiées suite à un commun accord entre la commune et l'association par courrier ou par mail, sans avoir à délibérer à nouveau.

Adopté à l'unanimité

12. SUBVENTION COMMUNALE VERSEE A L'ASSOCIATION LES CYCLOTOURISTES DE LA MAULDRE – ANNEE 2024

RAPPORTEUR : Olivier LEPRETRE

Le vote des subventions aux associations dont le président siège au Conseil Municipal, est proposé dans une délibération distincte. Il est demandé au président de l'association Les Cyclotouristes de la Mauldre, M Jean-Christophe SEGUIER, de se retirer au moment du vote.

PROJET DE DELIBERATION

VU la loi d'orientation N°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la consultation du Comité Vie Associative en date du 26 février 2024 ;

VU l'avis favorable rendu par la Commission Finances – Affaires Générales le 18 mars 2024 ;

CONSIDERANT l'intérêt des actions proposées par l'association les Cyclotouristes de la Mauldre ;

ENTENDU l'exposé d'Olivier LEPRETRE, Premier Adjoint pour le Maire empêché ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré ;

1°) **DECIDE** d'attribuer pour 2024 une subvention de 950 € à l'association les Cyclotouristes de la Mauldre ;

2°) **DIT** que la dépense est inscrite au budget primitif 2024 adopté ce jour et s'impute au chapitre 65, article 65748 ;

3°) **PRECISE** que la subvention fera l'objet d'un seul versement courant 2024.

Adopté à l'unanimité

13. SUBVENTION COMMUNALE VERSEE A L'ASSOCIATION LES PITCHOUNS – ANNEE 2024

RAPPORTEUR : Olivier LEPRETRE

Le vote des subventions aux associations dont le Président siège au Conseil Municipal, est proposé dans une délibération distincte. Il est demandé à la présidente de l'association Les Pitchouns, Laurence MERVOYER, de se retirer au moment du vote.

PROJET DE DELIBERATION

VILLE DE MAULE

VU la loi d'orientation N°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'avis favorable rendu par la Commission Finances – Affaires Générales le 18 mars 2024 ;

CONSIDERANT l'intérêt des actions proposées par l'association Les Pitchouns ;

ENTENDU l'exposé d'Olivier LEPRETRE, Premier Adjoint pour le Maire empêché ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré ;

1°) **DECIDE** d'attribuer pour 2024 une subvention de 25 000 € à l'association Les Pitchouns ;

2°) **DIT** que la dépense est inscrite au budget primitif 2024 adopté ce jour et s'impute au chapitre 65, article 65748 ;

3°) **PRECISE** que la subvention fera l'objet de deux à trois versements en fonction des besoins courant 2024.

Adopté à l'unanimité

14. SUBVENTION COMMUNALE VERSEE A L'ASSOCIATION FIPEM – ANNEE 2024

RAPPORTEUR : Olivier LEPRETRE

Le vote des subventions aux associations dont le président siège au Conseil Municipal, est proposé dans une délibération distincte. Il est demandé à la présidente de l'association FIPEM, Mélanie RAULT, de se retirer au moment du vote.

PROJET DE DELIBERATION

VU la loi d'orientation N°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'avis favorable rendu par la Commission Finances – Affaires Générales le 18 mars 2024 ;

CONSIDERANT l'intérêt des actions proposées par la FIPEM ;

ENTENDU l'exposé d'Olivier LEPRETRE, Premier Adjoint pour le Maire empêché ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré ;

1°) **DECIDE** d'attribuer pour 2024 une subvention de 400 € à la FIPEM ;

2°) **DIT** que la dépense est inscrite au budget primitif 2024 adopté ce jour et s'impute au chapitre 65, article 65748 ;

3°) **PRECISE** que la subvention fera l'objet d'un versement courant 2024.

Adopté à l'unanimité

15. SUBVENTION COMMUNALE VERSEE A L'ASSOCIATION FITNESS – ANNEE 2024

RAPPORTEUR : Olivier LEPRETRE

Le vote des subventions aux associations dont le président siège au Conseil Municipal, est proposé dans une délibération distincte. Il est demandé à la présidente de l'association FITNESS, Amina DEMBRI-COHEN, de se retirer au moment du vote.

PROJET DE DELIBERATION

VU la loi d'orientation N°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la consultation du Comité Vie Associative en date du 26 février 2024 ;

VU l'avis rendu par la Commission Finances – Affaires Générales le 18 mars 2024 ;

CONSIDERANT l'intérêt des actions proposées par l'association FITNESS ;

ENTENDU l'exposé d'Olivier LEPRETRE, Premier Adjoint pour le Maire empêché ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré ;

1°) **DECIDE** d'attribuer pour 2024 une subvention de 1 200 € à l'association FITNESS ;

2°) **DIT** que la dépense est inscrite au budget primitif 2024 adopté ce jour et s'impute au chapitre 65, article 65748 ;

3°) **PRECISE** que la subvention fera l'objet d'un versement courant 2024.

Adopté à l'unanimité

16. CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA COMMUNE DE MAULE ET LES ASSOCIATIONS DONT LA SUBVENTION DEPASSE 23 000 € - ANNEE 2024

RAPPORTEUR : Olivier LEPRETRE

Les dispositions combinées de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et de l'article 1^{er} du décret 2001- 495 du 6 juin 2001, impose la signature d'une convention avec toute association dont la subvention annuelle dépasse 23 000 €.

Trois associations sont concernées : **l'Association Musicale Mauloise (38 000 € + 3 000 €), la petite crèche Multi-accueil « Les Pitchoun's » (25 000 €) et la coopérative de l'école élémentaire Charcot (26 000 €)**. Il convient d'autoriser Olivier LEPRETRE, Premier Adjoint pour le Maire empêché, à signer une convention avec ces trois associations.

PROJET DE DELIBERATION

VU la loi d'orientation N°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;

VU le décret 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

VU la consultation du Comité Vie Associative en date du 26 février 2024 ;

VU l'avis favorable rendu par la Commission Finances – Affaires Générales le 18 mars 2024 ;

CONSIDERANT que la subvention attribuée à l'Association Musicale Mauloise, à la petite crèche Multi-accueil « Les Pitchoun's » et à la coopérative de l'école élémentaire Charcot pour 2024 dépasse 23 000 €, et qu'il convient d'établir une convention avec ces associations ;

CONSIDERANT les projets de conventions joints en annexe à la présente délibération ;

ENTENDU l'exposé d'Olivier LEPRETRE, Premier Adjoint pour le Maire empêché ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré ;

AUTORISE Olivier LEPRETRE, 1^{er} adjoint pour le maire empêché, à signer pour l'année 2024 une convention d'objectifs et de moyens avec :

- l'association Musicale Mauloise pour une subvention de 41 000 €
- la petite crèche Multi-accueil « Les Pitchoun's » pour une subvention de 25 000 €
- la coopérative de l'école élémentaire Charcot pour une subvention de 26 000 €

Adopté à l'unanimité

17. CONTRIBUTION AU FOYER D'ANIMATION SOCIO-EDUCATIF DU CMA CENTRE-VAL DE LOIRE- ANNEE 2024

RAPPORTEUR : Olivier LEPRETRE

Le Campus des Métiers et de l'Artisanat (CMA) Centre-Val de Loire, centre de formation des apprentis, nous sollicite, pour contribuer au financement d'un projet éducatif au titre de l'année scolaire 2023/2024, géré par l'association FASE, Foyer d'Animation Socio-Educatif.

Un jeune Maulois est en formation dans ce centre ; le coût par apprenti est fixé à 80 €.

Il est proposé au Conseil Municipal d'accepter cette participation.

PROJET DE DELIBERATION

VU la loi d'orientation N°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'avis favorable rendu par la Commission Finances – Affaires Générales le 18 mars 2024 ;

CONSIDERANT qu'il convient de contribuer au financement d'un projet éducatif au titre de l'année scolaire 2023/2024, géré par l'association FASE, Foyer d'Animation Socio-Educatif ;

CONSIDERANT que cette contribution s'élève à 80 € par apprenti ;

ENTENDU l'exposé d'Olivier LEPRETRE, Premier Adjoint pour le Maire empêché ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

1/ DECIDE de verser une contribution de 80 € au Foyer d'animation Socio-éducatif du CMA Centre-Val de Loire, au titre de l'année 2023/2024 ;

2/ DIT que les crédits seront inscrits au budget communal 2024, chapitre 65.

Adopté à l'unanimité

18. CONTRIBUTION A L'AFIPE– ANNEE 2024

RAPPORTEUR : Olivier LEPRETRE

L'AFIPE, centre de formation des apprentis, nous sollicite, pour contribuer à son fonctionnement au titre de l'année scolaire 2023/2024.

Quatre jeunes Maulois sont en formation dans ce centre ; le coût par apprenti étant fixé à 65 €, la participation communale s'élève à 260 €.

Il est proposé au Conseil Municipal d'accepter cette participation.

PROJET DE DELIBERATION

VU la loi d'orientation N°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'avis favorable rendu par la Commission Finances – Affaires Générales le 18 mars 2024 ;

CONSIDERANT qu'il convient de contribuer au fonctionnement de l'AFIPE au titre de l'année scolaire 2023/2024 ;

CONSIDERANT que cette contribution s'élève à 260 €, soit 65 € par apprenti pour 4 jeunes ;

ENTENDU l'exposé d'Olivier LEPRETRE, Premier Adjoint pour le Maire empêché ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

1/ DECIDE de verser une contribution de 260 € à l'AFIPE, au titre de l'année 2023/2024 ;

2/ DIT que les crédits seront inscrits au budget communal 2024, chapitre 65.

Adopté à l'unanimité

19. CONTRIBUTION AU CFAIE– ANNEE 2024

RAPPORTEUR : Olivier LEPRETRE

Le CFAIE, centre de formation d'apprentis interconsulaire de l'Eure, nous sollicite, pour contribuer à son fonctionnement au titre de l'année scolaire 2023/2024.

Deux jeunes Maulois sont en formation dans ce centre ; le coût par apprenti étant fixé à 75 €, la participation communale s'élève à 150 €.

Il est proposé au Conseil Municipal d'accepter cette participation.

PROJET DE DELIBERATION

VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

VU la loi d'orientation N°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

CONSIDERANT qu'il convient de contribuer au fonctionnement du CFAIE au titre de l'année scolaire 2023/2024 ;

CONSIDERANT que cette contribution s'élève à 150 €, soit 75 € par apprenti pour 2 jeunes ;

CONSIDERANT l'avis favorable rendu par la Commission Finances – Affaires Générales le 18 mars 2024 ;

ENTENDU l'exposé d'Olivier LEPRETRE, Premier Adjoint pour le Maire empêché ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

1/ **DECIDE** de verser une contribution de 150 € au CFAIE, au titre de l'année 2023/2024 ;

2/ **DIT** que les crédits seront inscrits au budget communal 2024, chapitre 65.

Adopté à l'unanimité

20. ADOPTION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE DU BUDGET ASSAINISSEMENT 2023

RAPPORTEUR : Hervé CAMARD

A compter de 2024, le compte financier unique (CFU), document unique partagé entre l'ordonnateur et le comptable est mis en place. Il se substitue au compte de gestion et au compte administratif de façon généralisée dans les collectivités locales françaises. Un CFU doit être produit pour chacun des budgets de la collectivité soumis au régime M57. Ainsi, il est autant obligatoire pour le budget principal que pour l'ensemble des budgets annexes.

PROJET DE DELIBERATION

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération 2023-06-66 en date du 02 octobre 2023 autorisant la candidature de la ville de Maule pour expérimenter le compte financier unique sur les comptes 2023 pour le budget principal de la Ville et les budgets annexes ;

VU la convention relative à l'expérimentation du compte financier unique signée entre la Ville et l'État le 18 octobre 2023 ;

VU l'avis favorable rendu par la Commission Finances – Affaires Générales le 18 mars 2024 ;

VU le rapport de présentation du Compte Financier Unique du budget assainissement pour l'année 2023 ;

VU le Compte Financier Unique du budget assainissement 2023 ;

CONSIDERANT que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultats synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

CONSIDERANT que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

CONSIDERANT les éléments susvisés ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, Monsieur Olivier LEPRETRE, Premier Adjoint pour le Maire empêché, n'ayant pas pris part au vote,

1/ **APPROUVE** le Compte Financier Unique du budget assainissement 2023

2/ **ARRETE** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessous (Etat I-B2 du CFU)

I - INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES					
PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER - VUE D'ENSEMBLE					
Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Exploitation	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	222 893,43	141 600,00	364 493,43
	Recettes réalisées (I)	B	152 081,98	141 343,03	333 425,01
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	351 491,60	158 083,53	509 575,13
	Dépenses réalisées (II)	E	59 188,20	104 254,75	163 442,95
	Restes à réaliser	F	7 636,96	0,00	7 636,96
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	132 893,78	37 088,28	169 982,06
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	128 598,17	16 483,53	145 081,70
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	261 491,95	53 571,81	315 063,76
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	-7 636,96	0,00	-7 636,96
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	253 854,99	53 571,81	307 426,80

Aline READ : c'est donc pour créer de nouveaux réseaux d'assainissement ?

Hervé CAMARD : le budget assainissement sert à faire des réparations sur le réseau d'assainissement ou des extensions dans des endroits où il n'y a pas d'assainissement.

Aline READ : Y en a-t-il à Maule ?

Hervé CAMARD : Oui, quelques maisons autonomes, disséminées un peu partout.

Aline READ : En amont des jardins partagés, l'assainissement est-il fait ?

Hervé CAMARD : Oui tout à fait. C'est en séparatif.

Aline READ : L'assainissement comprend-il un éventuel nettoyage ou reméandrage de la Mauldre ou en amont de la Mauldre ?

Hervé CAMARD : L'assainissement, ce sont uniquement les réseaux « physiques » pas les réseaux « naturels », cela ne comprend donc pas la renaturation.

Jean-Christophe SEGUIER : la renaturation de la Mauldre en amont est un projet en cours. Le projet est porté par le syndicat mixte Seine et Oise. Des études sont en cours sur Beynes.

Adopté à l'unanimité

21. BUDGET ASSAINISSEMENT – AFFECTATION DES RESULTATS DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2023

RAPPORTEURS : Hervé CAMARD

Le Compte de gestion et le Compte administratif de l'année 2023 étant approuvés, il convient de procéder à l'affectation des résultats de 2023 au budget primitif 2024.

Le budget 2023 dégage un excédent d'exploitation de 53 571,81 € (116 483,53 € en 2022).

Il est proposé de reporter 13 571,81 € en section d'exploitation pour équilibrer cette section, et d'affecter le reste, soit 40 000 €, à la section d'investissement du budget 2024.

PROJET DE DELIBERATION

VU la loi d'orientation N°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'avis favorable rendu par la Commission Finances – Affaires Générales le 18 mars 2024 ;

APRES avoir adopté le Compte Financier Unique 2023 du budget assainissement ;

STATUANT sur l'affectation des résultats de la section d'exploitation du budget assainissement 2023 ;

ENTENDU l'exposé d'Hervé CAMARD, délégué titulaire au SIAVM (Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Vallée de la Mauldre) ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

1°) **PREND ACTE** des résultats du budget assainissement 2023 suivants :

a/ Excédent global d'exploitation 2023 :	53 571,81 €
b/ Excédent global d'investissement 2023 :	261 491,95 €
c/ Solde négatif des restes à réaliser 2023 (recettes – dépenses) :	7 636,96 €
d/ Affectation minimum à l'investissement (part obligatoire) :	0,00 €
e/ Affectation complémentaire à l'investissement (part facultative) :	40 000,00 €

2°) **DECIDE** de procéder à l'affectation suivante des résultats de la section d'exploitation du budget assainissement 2023 :

- affectation à l'investissement (recette d'investissement article 1068) (d+e) : 40 000,00 €
- report en fonctionnement (recette de fonctionnement chapitre 002) (a-(d+e)) : 13 571,81 €

Adopté à l'unanimité

22. ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF ASSAINISSEMENT POUR 2024 ET FIXATION DE LA REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT

RAPPORTEURS : Hervé CAMARD

Après la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires le 5 février dernier, il appartient au Conseil Municipal de procéder à l'adoption du budget primitif 2024 de l'assainissement, et de fixer le montant de la redevance d'assainissement.

La redevance d'assainissement, inchangée depuis 2014, a été revalorisée à 0,47 € HT/m³ d'eau en 2021. Il est proposé de reconduire cette redevance pour 2024.

Une note de synthèse spécifique au BP 2024 est jointe à la présente note.

PROJET DE DELIBERATION

VU la loi d'orientation N°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M49 ;

VU la délibération du Conseil Municipal N°2024-02-02 du 5 février 2024 attestant de la tenue d'un Débat sur les Orientations Budgétaires de l'assainissement pour 2024 ;

VU la délibération du Conseil Municipal de ce jour, décidant de l'affectation des résultats de 2023 au budget 2024, après adoption du compte administratif 2023 ;

VU l'avis favorable rendu par la Commission Finances – Affaires Générales le 18 mars 2024 ;

CONSIDERANT qu'il convient d'adopter le budget primitif assainissement pour 2024 et de fixer le montant de la surtaxe d'assainissement pour 2024 ;

ENTENDU l'exposé d'Hervé CAMARD, délégué titulaire au SIAVM (Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Vallée de la Mauldre) ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré ;

1°) **ADOpte** par chapitre le budget primitif assainissement 2024 suivant :

1. SECTION D'EXPLOITATION

1.1 DEPENSES

- Chapitre 011 – Charges à caractère général	20 000,00 €
- Chapitre 022 – Dépenses imprévues	2 000,00 €
- Chapitre 023 – Virement à la section d'investissement	57 773,83 €
- Chapitre 042 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	92 082,00 €
- Chapitre 66 – Charges financières.....	10 469,00 €
- Chapitre 67 – Charges exceptionnelles	1 068,00 €

TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION183 392,83 €

1.2 RECETTES

- Chapitre 002 – Excédent d'exploitation antérieur reporté	13 571,81 €
- Chapitre 042 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	42 303,00 €
- Chapitre 70 – Produits des services et du domaine	127 518,02 €

TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION.....183 392,83 €

2. SECTION D'INVESTISSEMENT

2.1 DEPENSES

- Chapitre 001 – Déficit d'investissement reporté	0,00 €
- Chapitre 040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	42 303,00 €
- Chapitre 16 – Emprunts et dettes	52 924,96 €
- Chapitre 20 – Immobilisations incorporelles	24 899,78 €
- Chapitre 21 – Immobilisations corporelles	30 000,00 €
- Chapitre 23 – Immobilisations en cours.....	301 219,24 €

TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT451 346,98 €

2.2 RECETTES

- Chapitre 001 – Déficit d'investissement reporté	261 491,15 €
- Chapitre 021 – Virement de la section de fonctionnement	57 773,83 €
- Chapitre 040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections.....	92 082,00 €
- Chapitre 10 – Dotations, fonds divers	40 000,00 €
- Chapitre 16 – Emprunts et dettes	0,00 €

TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT451 346,98 €

2°) **FIXE** le montant de la redevance d'assainissement à 0,47 € HT/m³ d'eau pour 2024.

Adopté à l'unanimité

23. FACTURES A PASSER EN INVESTISSEMENT

RAPPORTEUR : Olivier LEPRETRE

Des factures devant être mandatées en section de fonctionnement peuvent, sur autorisation du Conseil Municipal, être passées en investissement.

Il convient donc de prendre une délibération en ce sens.

PROJET DE DELIBERATION

VU la loi d'orientation N°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L1612-11 ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

VU l'arrêté du Ministère de l'Intérieur en date du 26 octobre 2001, et la circulaire du 26 février 2002, relatifs à l'imputation des dépenses du secteur public local, fixant à 500 € le seuil au-dessous duquel les

biens meublés ne figurant pas dans la liste visée à l'article 2 sont comptabilisés en section de fonctionnement ;

VU l'avis favorable rendu par la Commission Finances – Affaires Générales le 18 mars 2024 ;

CONSIDERANT qu'il est possible aux assemblées délibérantes de décider d'imputer les biens d'une valeur inférieure en section d'investissement ;

ENTENDU l'exposé d'Olivier LEPRETRE, Premier Adjoint pour le Maire empêché ;

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

1/ DECIDE d'imputer en section d'investissement :

- La facture n°23768414 de LEGALLAIS pour un montant de 175.82 € TTC, correspondant à l'achat de 4 escabeaux pour les services techniques.
- La facture n°988409231 de REXEL pour un montant de 338.42 € TTC, correspondant à l'achat d'éclairage Led pour la salle des fêtes.

Adopté à l'unanimité

V. RESSOURCES HUMAINES

1. INSTAURATION D'UNE PRIME EXCEPTIONNELLE DU POUVOIR D'ACHAT

RAPPORTEUR : Olivier LEPRETRE

Entré en vigueur le 2 novembre 2023, le décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023 précise les conditions et modalités de versement d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire dans la fonction publique territoriale.

L'instauration ou non de cette prime est facultative et non obligatoire. Si la collectivité souhaite l'instaurer, elle doit s'effectuer par une délibération de l'organe délibérant (après avis du comité social territorial).

La prime de pouvoir d'achat exceptionnelle a pour objectif de compenser l'augmentation du coût de la vie des agents publics les moins bien rémunérés.

Cette prime exceptionnelle est versée en sus de :

- l'augmentation de la valeur du point au 1^{er} juillet 2023 et de l'attribution de points d'indices majorés au 1^{er} juillet 2023 (de 1 à 9 points pour les débuts de grilles de C et B et au 1^{er} janvier 2024 (5 points majorés),
- la reconduction de la GIPA 2023,
- du relèvement de la prise en charge des abonnements de transport public domicile-travail,
- la revalorisation des frais de mission et du barème de monétisation des CET.

Le barème applicable en fonction de la rémunération brute perçue au titre de la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 est identique à celui applicable aux agents publics de la FPE et FPH, à la seule différence que les montants de la prime constituent des montants plafonds que l'organe délibérant ne peut dépasser.

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant plafond que la collectivité ne peut dépasser
Inférieure ou égale à 23 700 €	800€
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700€
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600€
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500€
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400€
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350€
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300€

Il est proposé à l'assemblée d'instaurer une prime exceptionnelle sur le pouvoir d'achat aux agents éligibles.

PROJET DE DELIBERATION

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code général de la fonction publique ;

VU la loi n° 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat ;

VU le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale ;

VU l'avis favorable du comité social territorial en date du 12 mars 2024 ;

VU l'avis favorable de la Commission des Finances – Affaires Générales du 18 mars 2024 ;

CONSIDERANT qu'il est possible de verser une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire en vue de soutenir le pouvoir d'achat des agents publics territoriaux ayant perçu une rémunération annuelle brute inférieure ou égale à 39 000€ sur la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 ;

CONSIDERANT qu'il appartient au Conseil Municipal, de déterminer le montant forfaitaire de la prime dans le respect du barème et des montants plafonds fixés par le décret du 31 octobre 2023 susvisés ;

CONSIDERANT que le montant de cette prime est modulable en fonction du niveau de rémunération des agents publics dans le respect des plafonds définis réglementairement ;

CONSIDERANT qu'il appartient également au conseil municipal, de déterminer les modalités de versement de cette prime, en une ou plusieurs fractions avant le 30 juin 2024 ;

Il est proposé à l'assemblée

Article 1^{er} : Mise en place de la prime

Il est institué une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire au bénéfice des agents publics de la commune.

Article 2 : Bénéficiaires

a) Cette prime de pouvoir d'achat exceptionnelle est versée aux fonctionnaires territoriaux ainsi qu'aux agents contractuels de droit public qui remplissent les conditions cumulatives d'éligibilité suivantes :

1. Avoir été nommés ou recrutés par une collectivité territoriale, un établissement public administratif ou un groupement d'intérêt public à une date d'effet antérieure au 1^{er} janvier 2023 ;
2. Être employés et rémunérés par la commune la date du 30 juin 2023 ;
3. Avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros au titre de la période de référence courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

b) Sont exclus du bénéfice de cette prime :

- les agents contractuels de droit privé ;
- les vacataires ;
- les apprentis ;
- les stagiaires gratifiés ;

Article 3 : Montants forfaitaires de la prime

Le montant de la prime est forfaitaire et est fonction de la rémunération brute perçue par les agents publics territoriaux au titre de la période de référence courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

Les différents montants forfaitaires sont les suivants :

Niveaux	Rémunération brute perçue au titre de la période de référence (du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023)	Montant de la prime
I	Inférieure ou égale à 23 700 €	500 €
II	Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	400 €
III	Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	350 €
IV	Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	300 €
V	Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	250 €
VI	Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	200 €
VII	Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	150 €

Article 4 : Détermination du montant de la prime pour certains agents non présents durant la totalité de la période de référence ou ayant changé d'employeur au cours de celle-ci ou étant multi employeurs

a) Lorsque l'agent n'a pas été employé et rémunéré pendant la totalité de la période de référence du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, le montant de la rémunération brute est divisé par le nombre de mois rémunérés sur cette même période puis multiplié par douze pour déterminer la rémunération brute.

b) Lorsque l'agent a été employé et rémunéré successivement par plusieurs employeurs publics au cours de la période de référence du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par la collectivité, l'établissement ou le groupement qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023, corrigée selon les modalités prévues au a) pour correspondre à une année pleine.

c) Lorsque l'agent éligible est employé et rémunéré simultanément par plusieurs employeurs publics à la date du 30 juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par chaque collectivité, établissement ou groupement, corrigée selon les modalités prévues au a) pour correspondre à une année pleine.

Article 5 : Proratisation du montant forfaitaire de la prime

Le montant de la prime est réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période de référence du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

Article 6 : Modalités de versement de la prime

La prime pouvoir d'achat exceptionnelle fait l'objet d'un versement unique au mois d'avril 2024.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Article 7 : Règles de cumuls

La prime de pouvoir d'achat est cumulable avec toute autre prime et indemnité perçues par les agents publics territoriaux de la commune

ENTENDU l'exposé de Monsieur Olivier LEPRETRE, 1^{er} adjoint pour le Maire empêché,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

1/ DECIDE : d'instaurer la prime de pouvoir d'achat et d'adopter les modalités de mise en œuvre telles que proposées.

Adopté à l'unanimité

2. MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS

RAPPORTEUR : Olivier LEPRETRE

Suppression de poste

Compte tenu des départs de la collectivité, de la modification du temps de travail de certains agents et des promotions 2023, de nouveaux postes ont été créés, il convient maintenant de supprimer les anciens postes, pour maintenir l'équilibre des effectifs et pour mettre à jour notre tableau des effectifs.

Voici le détail des postes à supprimer :

Pour cause de mutation, poste non remplacé :

1 poste d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe à temps complet pour occuper les fonctions d'adjoint au service finances, créé par délibération N°2022-09-71 du 19 septembre 2022.

Pour cause de modification du temps de travail

1 poste d'adjoint territorial d'animation à temps non complet, à raison de 18h hebdomadaires en périodes scolaires, afin d'occuper les fonctions d'animateur périscolaire, créé par délibération N° 2021-09-52 du 27 septembre 2021 (poste créé à 20h hebdomadaires le 11 novembre 2023).

Pour cause de promotion

1 poste de rédacteur territorial à temps complet, pour occuper les fonctions de responsable finances marchés publics, créé par délibération N° 2017-12-113 en date du 20 décembre 2017.

Création de poste

Service urbanisme/accueil

Suite au transfert de la compétence d'instruction des autorisations d'urbanisme en 2013, une convention de mise à disposition a été établie entre la ville de Maule et la CC Gally Mauldre. L'annexe à cette convention prévoit la mise à disposition, par la CC Gally Mauldre, d'un agent pour occuper les fonctions d'assistant au service Urbanisme de la ville de Maule, pour une durée hebdomadaire de 17,5 heures. Cette convention ne sera pas reconduite à son échéance au 30 avril 2024. Cependant, le besoin persiste pour la ville de Maule. De plus, un poste d'agent d'accueil et agent administratif aux affaires générales, à temps non complet (26 heures hebdomadaires), avait été créé suite à l'absence de Mme LIEURÉ. L'agent actuellement en poste ne sera pas reconduit à l'échéance de son contrat. Compte tenu de la complexité du recrutement pour les postes à temps non complet, notamment celui en urbanisme, il est proposé de regrouper les deux postes pour n'en former qu'un à temps complet. Les fonctions des deux postes étant purement administratives, cela ne pose aucun problème. Cette organisation nécessitera simplement que l'agent en charge du guichet unique effectue 8,5 heures supplémentaires à l'accueil par semaine, ce qui est tout à fait envisageable dans le cadre de son temps de travail habituel. Cela permettra également de réaliser des économies correspondant à un quart de temps plein, soit environ 9 500 € par an.

Il convient donc de créer :

- 1 poste d'adjoint administratif à temps complet, afin d'assurer les fonctions d'assistant(e) au service urbanisme et d'agent d'accueil et agent administratif aux affaires générales. Les postes d'assistant urbanisme à mi-temps et d'agent d'accueil à temps non complet (26 heures hebdomadaires) seront supprimés après avis du CST.

Service entretien

La démission d'un agent d'entretien employé à temps non complet, à raison de 33h hebdomadaires en périodes scolaires et 154h réparties en périodes de vacances scolaires, qui avait aussi des missions de surveillance sur le temps du midi et du soir au sein du service périscolaire, entraîne la nécessité de scinder le poste existant en deux postes distincts pour occuper les fonctions d'agent d'entretien et d'animateur périscolaire. Les missions de surveillance sur le temps du midi et du soir au sein du service périscolaire seront désormais assurées par un autre agent ou par un animateur périscolaire.

Il convient donc de créer :

- 1 poste d'adjoint technique territorial à temps non complet à raison de 21h hebdomadaires en périodes scolaires et 154h réparties pendant les vacances scolaires pour assurer les fonctions d'agent d'entretien des bâtiments communaux.
- 1 poste d'adjoint territorial d'animation à temps non complet à raison de 12h hebdomadaires en périodes scolaires pour assurer les fonctions d'animateur périscolaire.

Service technique

Pour cause de mutation, un poste au grade d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe est remplacé par un poste au grade d'adjoint technique territorial.

Il convient donc de créer ce poste d'adjoint technique territorial à temps complet pour occuper les fonctions d'agent de voirie-manifestation.

Il est proposé à l'assemblée de supprimer :

- 1 poste d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe à temps complet pour occuper les fonctions d'adjoint au service finances.
- 1 poste d'adjoint territorial d'animation à temps non complet, à raison de 18h hebdomadaires en périodes scolaires, afin d'occuper les fonctions d'animateur périscolaire.
- 1 poste de rédacteur territorial à temps complet, pour occuper les fonctions de responsable finances marchés publics.

Il est proposé à l'assemblée de créer :

- 1 poste d'assistant(e) au service urbanisme et d'agent d'accueil et agent administratif aux affaires générales à temps complet, aux grades d'adjoint administratif territorial, d'adjoint administratif territorial principal de 2^{ème} ou de 1^{ère} classe.
- 1 poste d'adjoint technique territorial à temps non complet à raison de 21h hebdomadaires en périodes scolaires et 154h réparties pendant les vacances scolaires pour assurer les fonctions d'agent d'entretien des bâtiments communaux.
- 1 poste d'adjoint territorial d'animation à temps non complet à raison de 12h hebdomadaires en périodes scolaires pour assurer les fonctions d'animateur périscolaire
- 1 poste d'adjoint technique territorial à temps complet pour occuper les fonctions d'agent de voirie manifestation.

PROJET DE DELIBERATION

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L313-1,

VU le tableau des effectifs existant,

VU l'avis favorable rendu par le Comité Social Territorial réuni le 12 mars 2024,

VU l'avis favorable de la Commission des Finances – Affaires Générales du 18 mars 2024,

CONSIDERANT que

Les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc à l'assemblée délibérante de la collectivité ou de l'établissement public de fixer l'effectif des emplois nécessaire au fonctionnement des services.

Compte tenu de départs, de mises à la retraite, de titularisations, d'avancements de grade et de modifications de temps de travail, de nouveaux postes ont été créés, il convient maintenant de supprimer les anciens postes, afin de mettre à jour notre tableau des effectifs.

CONSIDERANT la nécessité de supprimer :

- 1 poste d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe à temps complet pour occuper les fonctions d'Adjoint au service finances.
- 1 poste d'adjoint territorial d'animation à temps non complet, à raison de 18h hebdomadaires en périodes scolaires, afin d'occuper les fonctions d'animateur périscolaire.
- 1 poste de rédacteur territorial à temps complet, pour occuper les fonctions de responsable finances marchés publics

CONSIDERANT la nécessité de créer :

- 1 poste d'assistant(e) au service urbanisme et d'agent d'accueil et agent administratif aux affaires générales à temps complet, aux grades d'adjoint administratif territorial, d'adjoint administratif territorial principal de 2^{ème} ou de 1^{ère} classe.
- 1 poste d'adjoint technique territorial à temps non complet à raison de 21 h hebdomadaires en périodes scolaires et 154h réparties pendant les vacances scolaires pour assurer les fonctions d'agent d'entretien des bâtiments communaux.
- 1 poste d'adjoint territorial d'animation à temps non complet à raison de 12h hebdomadaires en périodes scolaires pour assurer les fonctions d'animateur périscolaires
- 1 poste d'adjoint technique territorial à temps complet pour occuper les fonctions d'agent de voirie manifestation.

ENTENDU l'exposé de Monsieur Olivier LEPRETRE, 1^{er} adjoint pour le Maire empêché,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré

1/ DECIDE d'adopter les modifications du tableau des emplois ainsi proposées.

SUPRIME

- 1 poste d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe à temps complet pour occuper les fonctions d'Adjoint au service finances.
- 1 poste d'adjoint territorial d'animation à temps non complet, à raison de 18h hebdomadaires en périodes scolaires, afin d'occuper les fonctions d'animateur périscolaire.
- 1 poste de rédacteur territorial à temps complet, pour occuper les fonctions de responsable finances marchés publics.

CRÉE

- 1 poste d'assistant(e) au service urbanisme et d'agent d'accueil et agent administratif aux affaires générales à temps complet, aux grades d'adjoint administratif territorial, d'adjoint administratif territorial principal de 2^{ème} ou de 1^{ère} classe.

- 1 poste d'adjoint technique territorial à temps non complet à raison de 21h hebdomadaires en périodes scolaires et 154h réparties pendant les vacances scolaires pour assurer les fonctions d'agent d'entretien des bâtiments communaux.
- 1 poste d'adjoint territorial d'animation à temps non complet à raison de 12h hebdomadaires en périodes scolaires pour assurer les fonctions d'animateur périscolaire.
- 1 poste d'adjoint technique territorial à temps complet pour occuper les fonctions d'agent de voirie manifestation.

Adopté à l'unanimité

3. CREATION DE DEUX CONTRATS D'ENGAGEMENT EDUCATIF A TEMPS COMPLET

RAPPORTEUR : Olivier LEPRETRE

Le contrat d'engagement éducatif (CEE) a été créé par le décret n° 2006-950 du 28 juillet 2006 relatif à l'engagement éducatif pris pour l'application de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif.

Le CEE est un contrat de travail de droit privé, spécifique, destiné aux animateurs et aux directeurs des accueils collectifs de mineurs. Il fait l'objet de mesures dérogatoires au droit du travail en ce qui concerne le temps de travail, le repos du salarié et la rémunération.

En outre, aucune disposition législative ou réglementaire ne fait obstacle, en matière de fonction publique territoriale, au recrutement par une collectivité territoriale de titulaires de contrat d'engagement éducatif. Par conséquent, les collectivités territoriales peuvent conclure des contrats d'engagement éducatif en vue de l'organisation d'accueils collectifs de mineurs dès lors qu'il s'agit de satisfaire à un besoin occasionnel de recrutement et qu'elles sont responsables de l'organisation de ce type d'activités.

Enfin, il est rappelé que la personne recrutée doit justifier des qualifications exigées et qu'elle doit être affectée à des fonctions d'animation et d'encadrement durant un temps spécifique.

La durée de l'engagement ne peut être supérieure à 80 jours de travail sur 12 mois consécutifs (article L.432-4 du Code de l'action sociale et des familles).

La rémunération des personnes titulaires d'un CEE ne peut être inférieure à 2,20 fois le montant du salaire minimum de croissance par jour. Lorsque les fonctions exercées supposent une présence continue auprès des publics accueillis, la nourriture et l'hébergement sont intégralement à la charge de l'organisateur de l'accueil et ne peuvent en aucun cas être considérés comme des avantages en nature (article D. 432-2 du Code de l'action sociale et des familles).

La structure Planète Jeunes de la ville organisant un séjour à Roz-Sur-Couesnon (35 610) du 8 juillet 2024 au 12 juillet 2024, le recrutement d'animateurs extérieurs à la structure est nécessaire afin d'assurer l'encadrement des mineurs participants à ce séjour.

Il est donc proposé la création de 2 emplois non permanents et le recrutement de 2 contrats d'engagement éducatif pour les fonctions d'animateurs à temps complet à raison de 50 heures hebdomadaires du 8 juillet 2024 au 12 juillet 2024.

PROJET DE DELIBERATION

VU le Code Général de la Fonction Publique Territoriale,

VU la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative à l'engagement éducatif ;

VU la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L. 432-1 et suivants et D. 432-1 et suivants ;

VU le décret n° 2012-581 du 26 avril 2012 relatif aux conditions de mise en œuvre du repos compensateur des titulaires d'un contrat d'engagement éducatif ;

VU la délibération 2022-06-60 bis du 14 juin 2022, fixant la rémunération des contrats d'engagement éducatifs ainsi que la règle de repos compensateur

VU l'avis favorable de la Commission des Finances – Affaires Générales du 18 mars 2024,

CONSIDERANT le séjour organisé par la ville à destination de mineurs du 8 juillet 2024 au 12 juillet 2024 à Roz-Sur-Couesnon (35 610),

CONSIDERANT la nécessité de recruter des animateurs afin d'assurer l'encadrement de ces mineurs

ENTENDU l'exposé de Olivier LEPRETRE, 1^{er} adjoint pour le Maire empêché,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré

1/ DECIDE de créer 2 emplois non permanents et le recrutement de 2 contrats d'engagement éducatif pour les fonctions d'animateurs à temps complet à raison de 50 heures hebdomadaires du 8 juillet 2024 au 12 juillet 2024.

Adopté à l'unanimité

VI. EVENEMENTIEL

1. APPROBATION D'UN REGLEMENT POUR LE CONCOURS DE COSTUMES DU CARNAVAL DE LA COMMUNE

RAPPORTEUR : Caroline QUINET

La commune de Maule, dans le cadre de son événement « Carnaval » organise un concours de costumes à l'issue de la déambulation. Un règlement encadrant les modalités du concours a été élaboré.

PROJET DE DELIBERATION

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'avis favorable de la Commission des Finances – Affaires Générales du 18 mars 2024 ;

CONSIDERANT que l'organisation d'un concours de costume dans le cadre du Carnaval participe à l'animation de l'évènement ainsi qu'au dynamisme de la vie locale ;

CONSIDERANT qu'il convient d'encadrer ce concours par un règlement ;

ARTICLE 1 : PRESENTATION DU CONCOURS

Le concours de déguisement du Carnaval de Maule est organisé par la commune de Maule et proposé dans le cadre de l'évènement du Carnaval organisé chaque année. Il a pour objectif d'encourager la participation déguisée à l'occasion de cet évènement.

ARTICLE 2 : CONDITION DE PARTICIPATION

Ce concours est ouvert à tous, mineurs et majeurs.

ARTICLE 3 : ANNONCE DU CONCOURS

Le concours est annoncé sur les supports de communication suivants :

- Maule Contact
- Site internet
- Réseaux sociaux
- Newsletters
- Panneau lumineux
- MUPI (panneaux d'entrée de ville)

ARTICLE 4 : MODALITES DE PARTICIPATION

La participation au concours implique l'acceptation expresse et sans réserve du présent règlement, et toutes ses stipulations ainsi que les lois et règlements applicables aux jeux, loteries et concours en vigueur en France.

Les enfants mineurs restent sous la responsabilité de leurs parents ou tuteurs légaux.

Les participants doivent s'inscrire sur contact.mairie@maule.fr ou au 01 30 90 49 17.

Selon leur âge, ils seront placés dans l'une des 4 catégories suivantes :

- Les tout-petits : 3 à 7 ans
- Les enfants : 8 à 10 ans
- Les adolescents : 11 à 17 ans
- Les adultes/familles : à partir de 18 ans

Les inscriptions sur place sont également permises mais entraîneront un retard dans le déroulement du concours.

La participation au concours est gratuite.

Chaque participant ne peut s'inscrire qu'à une seule catégorie.

Chaque année, un thème est associé à l'édition du carnaval. Les participants devront obligatoirement être costumés dans le thème de ce dernier.

ARTICLE 5 : DESIGNATION DES GAGNANTS

Les gagnants seront désignés par un jury comportant : le maire ou le représentant du maire, l'élu(e) en charge de l'évènement ou son représentant, un membre d'une association, une personne tirée au sort dans le public.

Les participants seront jugés sur les critères suivants :

- l'originalité du costume
- la concordance avec le thème
- la qualité de la réalisation du costume, le jury appréciera davantage ceux « fait main »

Les gagnants seront annoncés le jour même à l'issue du défilé de costume.

ARTICLE 6 : REPARTITION ET NATURE DU PRIX

Chaque catégorie est récompensée d'un prix adapté à la catégorie d'âge.
En cas d'absence d'un gagnant lors de la remise des prix, ce dernier sera attribué au deuxième, puis troisième et ainsi de suite.

ARTICLE 7 : AUTORISATION

Par l'inscription au concours, chaque participant donne obligatoirement son autorisation pour les photographies de son déguisement ainsi qu'à son éventuelle diffusion (supports municipaux).

ARTICLE 8 : MODIFICATION

L'organisateur se réserve le droit de modifier, prolonger, écourter ou annuler sans préavis le jeu-concours en cas de force majeure ou de mauvaises conditions climatiques.

ARTICLE 9 : CONTESTATION OU RECLAMATION

Toute contestation ou réclamation relative au présent concours ou à son règlement ne sera prise en considération que dans un délai d'un mois à compter de la clôture du concours.

ARTICLE 10 : CONSULTATION DU REGLEMENT

Le présent règlement est présent sur le site internet www.maule.fr

ARTICLE 11 : LITIGES ET RESPONSABILITE

Aucun dédommagement de la commune de Maule ne pourra résulter de la participation au concours ou de la mise en œuvre de leurs lots par les gagnants.

ARTICLE 12 : CNIL ET EXPLOITATION DES DONNEES

Vos données sont utilisées par la commune de Maule dans le cadre du jeu concours. Elles sont destinées à une utilisation par le service Communication pour l'organisation et la participation des habitants au concours. Elles sont conservées jusqu'à votre désinscription du concours ou le temps du concours. L'utilisation de vos données repose sur votre consentement, que vous pouvez retirer à tout moment.

Conformément à la réglementation en matière de protection des données, vous disposez de droits sur vos données (accès, rectification, portabilité, limitation, effacement) que vous pouvez exercer auprès de notre Délégué à la protection des données : Dominique Turpin – DT Conseil. d.turpin@dtconseils.fr
Vous pouvez également adresser une réclamation auprès de la CNIL.

ENTENDU l'exposé de Mme Caroline QUINET

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

-1/ APPROUVE le règlement de concours.

2. APPROBATION D'UN REGLEMENT POUR LE JEU CONCOURS DU MARCHE SPECIAL FÊTE DES MERES

RAPPORTEUR : Caroline QUINET

La commune de Maule, dans le cadre de son marché forain hebdomadaire du samedi matin, organise une animation à l'occasion de la fête des mères en partenariat avec les commerces de l'hypercentre et les commerçants du marché forain.

PROJET DE DELIBERATION

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'avis favorable de la Commission des Finances – Affaires Générales du 18 mars 2024 ;

CONSIDERANT que l'organisation de ce jeu concours dans le cadre du marché participe au dynamisme de la vie local et des relations de proximité avec nos commerçants locaux ;

CONSIDERANT qu'il convient d'encadrer ce jeu concours par un règlement.

ARTICLE 1 : PRESENTATION DU JEU CONCOURS

Le jeu du marché spécial fête des mères est organisé par la commune de Maule avec la participation des commerçants de l'hypercentre Maulois et du marché forain. Il est proposé durant le marché, le samedi précédent la fête mères et organisé chaque année. Il a pour objectif d'animer le marché du samedi.

Le jeu se présente sous la forme de tickets à gratter gagnants ou perdants. Les participants peuvent les récupérer chez les commerçants partenaires.

Au dos, il y a un formulaire de contact à compléter et à déposer dans une urne afin de participer au tirage final.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE PARTICIPATION

Ce concours est ouvert à tous.

ARTICLE 3 : ANNONCE DU CONCOURS

Le concours est annoncé sur les supports de communication suivants :

- Maule Contact
- Site internet
- Réseaux sociaux
- Newsletters
- Panneau lumineux
- MUPI (panneaux d'entrée de ville)
- Affichage chez les commerçants partenaires

ARTICLE 4 : MODALITES DE PARTICIPATION

La participation au concours implique l'acceptation expresse et sans réserve du présent règlement, et toutes ses stipulations ainsi que les lois et règlements applicables aux jeux, loteries et concours en vigueur en France.

Afin d'obtenir les tickets, les participants doivent obligatoirement réaliser lors d'achats chez les commerçants partenaires.

ARTICLE 5 : DESIGNATION DES GAGNANTS

Les gagnants sont désignés de deux manières :

- Soit avec un ticket gagnant au grattage.
- Soit en étant tiré au sort par un élu ou une personne présente désignée.

ARTICLE 6 : REPARTITION ET NATURE DU PRIX

Les tickets gagnants au grattage reçoivent une dotation chez le commerçant partenaire où le ticket a été donné.

Au tirage au sort, deux paniers garnis offerts par les commerçants partenaires.

Ce tirage est réalisé en fin de marché entre 12h30 et 13h.

Si les gagnants tirés au sort ne viennent pas récupérer leur lot, un autre tirage est alors réalisé.

ARTICLE 7 : AUTORISATION

Par l'inscription au concours, les participants tirés au sort donnent obligatoirement leur autorisation pour que la photo où ils posent avec leur panier garni, soit diffusée sur nos supports de communication.

ARTICLE 8 : MODIFICATION

L'organisateur se réserve le droit de modifier, prolonger, écourter ou annuler sans préavis le jeu-concours en cas de force majeure.

ARTICLE 9 : CONTESTATION OU RECLAMATION

Toute contestation ou réclamation relative au présent concours ou à son règlement ne sera prise en considération que dans un délai d'un mois à compter de la clôture du concours.

ARTICLE 10 : CONSULTATION DU REGLEMENT

Le présent règlement est présent sur le site internet www.maule.fr

ARTICLE 11 : LITIGE ET RESPONSABILITE

Aucun dédommagement de la commune de Maule ne pourra résulter de la participation au concours ou de la mise en œuvre de leurs lots par les gagnants.

ARTICLE 12 : CNIL ET EXPLOITATION DES DONNEES

Vos données sont utilisées par la commune de Maule dans le cadre du jeu concours. Elles sont destinées à une utilisation par le service Communication pour l'organisation et la participation des habitants au concours. Elles sont conservées jusqu'à votre désinscription du concours ou le temps du concours. L'utilisation de vos données repose sur votre consentement, que vous pouvez retirer à tout moment.

Conformément à la réglementation en matière de protection des données, vous disposez de droits sur vos données (accès, rectification, portabilité, limitation, effacement) que vous pouvez exercer auprès de notre Délégué à la protection des données : Dominique Turpin – DT Conseil. d.turpin@dtconseils.fr
Vous pouvez également adresser une réclamation auprès de la CNIL.

ENTENDU l'exposé de Mme Caroline QUINET

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

1/ APPROUVE le règlement du concours.

Adopté à l'unanimité

VII. DECISIONS MUNICIPALES

N° de décision	Objet / prestation	Titulaire	Montants / durée
7/2024	Marché d'aménagement du parking centre-ville : phase de démolition des constructions existantes (propriété Fontaine)	Société DOYERE Guy SAS	52 700€ H.TVA
8/2024	Contrat de distribution des revues municipales	Hestia78 – Esat de la Mauldre	Maule Contacts : 612,25 € TTC la distribution, Maule Culture : 81.28 € TTC, Maule Associations : 81.28 € TTC, Autre insertion : 54.89 € TTC
9/2024	Contrat relatif à la prévention et lutte contre les nuisibles et parasites	Société AUROUZE Julien	1 074,28€ HT pour l'année 2024
10/2024	Avenant n°1 au marché relatif à la rénovation totale de l'éclairage public, pour une erreur sur le montant de la sous-traitance à l'entreprise TAQUET	Société SPIE CityNetworks	Aucune incidence
11/2024	Contrat « Eco pâturage » pour l'entretien des terrains par des moutons	Les jardins aux moutons	1 376 € H.TVA pour l'année 2024
12/2024	Contrat de location et maintenance pour la machine à affranchir	Société Pitney Bowes	552 € H.TVA
13/2024	Convention cadre pour l'étude et la réalisation de prestation de services (informatique et Gestion)	Seine et Yvelines Numérique	3 ans Aucune incidence
14/2024	Remboursement de MMA, de 2 028,00 €, en dédommagement du sinistre survenu le 11 juillet 2022, lorsqu'une jardinière, boulevard Paul Barré, a été heurtée par un camion.	MMA	Remboursement, par virement, de l'assureur MMA d'un montant de 2 028,00 €
15/2024	Contrat d'entretien des réseaux de l'arrosage automatique et la station de pompage du stade Saint Vincent	Société Jacques DEL POZO	569.50€ H.TVA révisé annuellement
16/2024	Contrat d'entretien pour le bac à graisses cuisine « Coty »	Société SARP Ile de France	2 125,96€ H.TVA révisé annuellement

17/2024	Avenant pour le retrait d'un accès utilisateur au contrat « Millesime Intégral Cloud »	Société JVS-MAIRISTEM	- 288€ H.TVA
18/2024	Avenant pour le retrait d'un accès utilisateur au contrat « Chorus Pro »	Société JVS-MAIRISTEM	- 165€ H.TVA
19/2024	Remboursement de MMA, de 1 677,20 €, en dédommagement du sinistre constaté le 28 décembre 2023, lorsqu'un carreau a été cassé au 2 ^{ème} étage de la mairie, au-dessus du bureau du maire.	MMA	Remboursement, par virement, de l'assureur MMA d'un montant de 1 677,20 €
20/2024	Contrat pour les prélèvements et analyses pour la recherche de légionelles dans les eaux propres sur accréditation COFRAC du LHE	SIGRHYQ : Laboratoire d'hygiène environnemental du CHI Poissy St Germain en Laye	Recherche de legionella ou ré-isolement et séro-typage de légionella : 60 € HT , déplacement : 50€ HT

VIII. DATE DU PROCHAIN CONSEIL MUNICIPAL

Le lundi 24 juin 2024

QUESTIONS DIVERSES

William FALCHETTO : Cour des confidences, où en est-on ?

Hervé CAMARD : Un courrier est parti au Préfet, nous n'avons pas encore de retour. Le sous-préfet doit relancer le service des domaines et il semble y avoir eu une erreur à ce niveau-là. Les copropriétaires voulaient qu'on déclare l'immeuble en péril mais il y a 5 ans, il n'y avait pas de péril. Nous avons gagné tous les jugements actuellement. Nous attendons maintenant un retour de la Préfecture pour voir comment régler la situation.

William FALCHETTO : Merci. Nous devons également être vigilants sur l'état du bâtiment en vente sur la place au-dessus du Shushi Bao. Il semble être très dégradé.

Olivier LEPRETRE : En effet mais c'est un bâtiment qui n'appartient pas à la commune.

Aline READ : Je souhaiterais insister sur le fait que les jardins partagés ont besoin d'eau propre.

Olivier LEPRETRE : Suez nous a transmis un devis de 3000 euros par point d'eau, c'est beaucoup. Je pense que la subvention de 10 000 € de la Région pourrait peut-être servir, je suis prêt à aider l'association pour les obtenir mais je n'ai pas reçu les documents demandés à l'association pour comprendre la situation.

Aline READ : Cette subvention, même s'ils la touchaient, est destinée à acheter du matériel et non à faire des travaux.

Olivier LEPRETRE : C'est possible mais il s'agit de comprendre déjà ce qu'il en est de cette subvention qui aurait été accordée mais non touchée, j'attends ainsi les documents.

La séance est levée à 22h30

Fait à Maule le 2 avril 2024

Mélanie RAULT
Secrétaire de séance



Olivier LEPRETRE
Premier adjoint du Maire
Pour le maire empêché

Approbation du procès-verbal par le conseil municipal réuni le lundi 24 juin 2024

Mélanie RAULT
Secrétaire de séance

Olivier LEPRETRE
Premier adjoint du Maire
Pour le maire empêché